

Les subsides

M. McDermid: Vous avez dit que c'était un secret. Comment le savez-vous?

M. Riis: Parce que personne ne l'a nié. Tout ce que je peux supposer d'après ce que j'ai entendu et lu, et je n'ai certes pas eu l'occasion de m'entretenir avec le négociateur, c'est que les droits compensateurs seront maintenus. Nous avons déjà le libre échange pour les résineux et cela ne nous est d'aucun secours. Nous avons déjà le libre échange pour les bardeaux et cela ne nous aide pas du tout vu la menace de droits compensateurs qui pèse toujours sur nous.

Pour terminer, je veux simplement rappeler à mon ami, le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn), que nous avons déjà des débouchés aux États-Unis. Par contre, s'il essaie de dire à l'industrie vinicole et aux petites brasseries de la Colombie-Britannique qu'ils n'ont rien à craindre de la libéralisation du commerce, je lui signale qu'il est très mal renseigné et qu'il se trompe du tout au tout.

M. McDermid: Monsieur le Président, j'ai bien apprécié le discours du député. Il était plein de contradictions. Le député a une grande confiance dans la persistance des entreprises et dans l'ingéniosité des Canadiens, surtout dans le secteur des affaires. Nous aussi. Le secteur des affaires appuie les initiatives du gouvernement dans les pourparlers commerciaux.

M. Riis: Même les brasseries?

M. McDermid: Certainement. Nous avons créé des comités consultatifs pour les divers secteurs et l'industrie agricole y est bien représentée. De fait, toutes les industries sont bien représentées au sein de ces comités. Ceux-ci ont leur mot à dire dans les négociations et c'est pour cela qu'ils ont été instaurés. Cela m'étonne que les naisseurs et les producteurs laitiers n'aient pas confiance en les comités qui comptent des membres de leurs propres associations pour qui ils ont eux-mêmes voté. Ils conseillent le gouvernement dans les négociations en cours et jouent un rôle très important. Je pense que le député induit ses mandants en erreur quand il vient nous dire qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement. Quand ils lui demandent pour quelle raison ils doivent avoir confiance dans le gouvernement, il devrait répondre que c'est parce que leurs représentants siègent au comité consultatif sectoriel que le gouvernement a mis sur pied pour protéger leurs intérêts. Voilà la réponse à donner à ses mandants. Voilà ce que le député devrait dire à ses mandants quand il retournera en Colombie-Britannique. Je sais qu'ils en seront grandement réconfortés.

M. Riis: Monsieur le Président, je vais donner une très brève réponse qui permettra de poser d'autres questions. Je crois me souvenir que les diverses fédérations agricoles provinciales se sont toutes dites sans exception grandement préoccupées par ces négociations. Toutes les négociations se sont déroulées dans le secret. Qu'est-ce que notre négociateur est en train de brader? Est-ce qu'il est en train de brader l'office de commercialisation des produits laitiers? Est-ce qu'il est en train de brader les divers offices de commercialisation qui s'occupent de la volaille? Voilà ce qui nous inquiète nous, au Nouveau parti démocratique. Voilà les préoccupations qui nous ont été signalées par les diverses fédérations agricoles. Nous devenons soupçonneux chaque fois que des choses de cette importance se déroulent dans le secret, à huis clos, en catimini. Si nous n'avons rien à craindre et si le résultat net doit être avantageux

pour le Canada, alors pourquoi s'entourer de secret? Qu'est-ce que c'est que le gouvernement cherche à cacher à la population canadienne?

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, j'ai suivi le débat ce matin et cet après-midi. J'ai écouté les interventions de deux ministres et les efforts désespérés du secrétaire parlementaire, et je sens que le gouvernement éprouve de sérieux ennuis, seulement à la façon dont il s'y est pris dans le débat d'aujourd'hui, cherchant désespérément à brouiller la question, demandant à l'opposition ce qu'il faut faire comme s'il n'avait pas mission de définir lui-même sa politique. Je trouve que ce débat démasque un gouvernement très mal en point. Il montre à quel point le gouvernement est embrouillé, dépourvu d'orientation et cachottier dans sa politique commerciale. On ne peut que se louer de ce débat révélateur.

Quand on s'arrête uniquement au processus de la négociation, on ne peut s'empêcher de songer que le gouvernement a pris une décision irréflectible. Pourquoi, juste ciel, le gouvernement a-t-il présenté à la Chambre durant l'automne et l'hiver de 1984 des projets de loi qui entraînaient le démantèlement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger? Pourquoi a-t-il annoncé en novembre 1984 la suppression du Programme énergétique national? Pourquoi le gouvernement a-t-il agi ainsi s'il songeait à entamer quelques mois plus tard des négociations commerciales avec les États-Unis? La réponse à cette question m'échappe. Un des ministres ou le très zélé secrétaire parlementaire voudront peut-être répondre à cette question plus tard.

• (1710)

Pourquoi le gouvernement a-t-il renoncé à deux atouts commerciaux très importants avant même que les pourparlers ne soient même annoncés ou commencés? En supprimant le Programme énergétique national, le gouvernement a éliminé quelque chose que les États-Unis n'aimaient guère, mais qui, d'après nous était et serait encore dans notre intérêt national. Les pouvoirs de l'AEIE, organisme que les États-Unis désertaient, ont été réduits. Toutefois, nous estimions que cet organisme veillait à l'intérêt national. Puis, après avoir accompli ces deux choses, le gouvernement s'est embarqué dans des négociations commerciales.

Une autre décision prise ces dernières semaines nous porte à nous demander si le gouvernement sait ce qu'il fait. Je veux parler des réductions budgétaires imposées dans le domaine de la recherche et du développement scientifiques. Comment pouvons-nous accéder à un marché nord-américain plus compétitif si nous réduisons nos connaissances technologiques et ralentissons notre progrès scientifique en diminuant les crédits alloués à cette très importante fonction? Cela n'a pas de sens. C'est là une politique qui ne semble pas tenir compte du fait que si jamais des négociations commerciales finissaient par aboutir, il nous faudrait bien davantage encore être équipés sur les plans scientifique et technologique pour soutenir la concurrence sur un marché plus compétitif. Comment en est-on arrivé à cette décision? Aucun porte-parole du gouvernement ne l'a encore expliqué aujourd'hui.